



Le piège du développement durable

Serge Latouche

Extrait de *La décroissance* (PUF, collection *Que sais-je ?*, 2019)

Mouvement politique des
objecteurs de croissance
Groupe de Liège

www.liege.mpOC.be - info@liege.mpOC.be - T. 04.277.91.42

La critique du « concept » du développement durable n'est bien sûr pas nouvelle. Sur le site du mpOC-Liège, vous trouverez d'autres d'articles sur ce thème dont :

- [Contre le développement durable](#), Vincent Cheynet, le 4 janvier 2005
- [Les deux âmes de l'écologie](#), Romain Felli, le 18 octobre 2009
- [Schmidheiny ou la farce du développement durable](#), Serge Latouche, mars 2012

La Commission mondiale de l'ONU pour l'environnement et le développement publia, en 1987, sous l'égide de Mme Gro Harlem Brundtland qui fut, dans les années 1980, Premier ministre de son pays, la Norvège, un rapport qui porte son nom et dans lequel était définie la notion de développement durable (*sustainable development*). Il s'agirait d'un mode de développement économique qui permettrait la satisfaction des besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. Très rapidement, le développement durable, ou soutenable, est devenu un mythe rassemblant tous les espoirs des développements, avec ou sans *particule*. Il s'agit, en effet, selon la vulgate, d'un développement « économiquement efficace, écologiquement soutenable, socialement équitable, démocratiquement fondé, géopolitiquement acceptable, culturellement diversifié(1) ». En bref, le merle blanc ! Du fait de son côté attrapetout, la notion de développement durable, avec ses mythiques trois piliers (environnemental, social et économique), rencontra très vite un énorme succès. Évoquer le développement durable permettait d'être rangé à moindres frais parmi les défenseurs de la nature.

Toutefois, pour différent qu'il soit du développement tout court, sans particule, et plus encore de la croissance traditionnelle, le développement soutenable n'en suppose pas moins une croissance vigoureuse, même si celle-ci doit se prétendre, à son tour, verte ou écologique. Nombre de personnes attachées à la préservation de la planète, prêtes à mener, individuellement ou collectivement, des actions destinées à alerter ceux qui pensaient encore que la crise écologique était une aimable fantaisie, sont tombées, de bonne foi sans aucun doute, dans le piège du développement durable. S'étant massivement emparés du slogan, ils en ont dénoncé, par la suite, le prétendu dévoiement, faisant ainsi le jeu des « écotartuffes ».

À la vérité, le « concept » de développement durable était dès l'origine chargé d'ambiguïté. L'adjectif « durable » se rapportait-il à la nature qui devait alors être durablement préservée, ou bien qualifiait-il exclusivement le développement économique, qui ne pourrait durer indéfiniment puisque la planète est, par définition, finie ? Le développement durable est, on le voit, un oxymore, cette figure de style fondée sur l'alliance de deux termes aux significations opposées qui sollicite notre attention tout en anesthésiant notre sens critique. Le discours de Nicolas Sarkozy, alors candidat à la présidence de la République, à l'université d'été des Jeunes Populaires à Marseille, le 3 septembre 2006 — et l'on pourrait multiplier les exemples — illustre bien cette

ambiguïté : « Le développement durable, affirma-t-il, ce n'est pas la croissance zéro, c'est la croissance durable. » En vérité, il s'agit de nous faire accepter les dégâts de la croissance tout en nous donnant une bonne conscience écologique.

Contrairement à ce que soutiennent certains de ses défenseurs, le développement durable n'a pas été détourné de sa signification et de sa fonction originelle. Inventé, selon la légende, par des écologistes sincères, le projet aurait été, d'après eux, dévoyé par des firmes transnationales soucieuses de *greenwashing* et par des responsables politiques sans scrupules. Ce mythe, qui a la vie dure, ne résiste pas à l'examen des faits. Le développement durable fut lancé littéralement comme une nouvelle marque de lessive et « mis en scène » à la conférence de Rio, en juin 1992, par Maurice Strong, milliardaire canadien du pétrole et secrétaire du PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement). L'opération réussissant au-delà de toute espérance, la multitude s'y trompa, y compris les intellectuels critiques d'Attac ou les écologistes. Le développement comme concept ethnocentrique et ethnocidaire s'était imposé par la séduction, combinée à la violence de la colonisation et de l'impérialisme, constituant un véritable « viol de l'imaginaire » (selon la belle expression d'Aminata Traoré(2)), il en a été de même pour le qualificatif « durable » ou « soutenable ». La lutte des classes et les combats politiques se déroulent aussi dans l'arène des mots, même quand il ne s'agit que d'imposer des nuances sémantiques qui peuvent paraître minimes.

Ainsi, vers la fin des années 70, le *sustainable development* a triomphé de l'expression pourtant tout aussi ambiguë d'« écodéveloppement », adoptée en 1972 à la conférence de Stockholm. Ce discret changement s'est fait en coulisse, sous la pression du lobby industriel américain et grâce à l'intervention personnelle de Henry Kissinger.

L'écodéveloppement, dont l'économiste Ignacy Sachs s'était fait le paladin, semblait trop « éco » et pas assez « développement », surtout après que les pays du tiers-monde s'en furent emparés à la conférence de Cocoyoc, en 1974, pour revendiquer un nouvel ordre économique international. Derrière les querelles de mots se jouent ainsi des divergences d'idées, de conceptions du monde et d'intérêts (pas seulement de connaissance(3)).

Le « développement durable », dont on retrouve l'invocation de manière incantatoire dans tous les programmes politiques, « n'a pour fonction, précise Hervé Kempf, que de maintenir les profits et d'éviter le changement des habitudes en modifiant, à peine, le cap(4) ». « Il n'est pas question pour

nous, déclare Laurence Parisot, alors présidente du Medef, d'aller vers je ne sais quelle forme de décroissance. Le projet que beaucoup de chefs d'entreprise veulent porter, c'est le projet du développement durable, c'est-à-dire de la capacité à toujours faire de la croissance — le plus possible une croissance verte, une croissance durable —, et nous avons d'ailleurs besoin pour faire face aux défis écologiques de toujours investir dans les nouvelles technologies(5). »

Le fait que le principal promoteur du développement durable, Stephan Schmidheiny, se soit révélé un *serial killer* est presque trop beau pour ceux qui ferraillent depuis des années contre ce pseudoconcept pour en dénoncer l'imposture. Ce milliardaire suisse, fondateur du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD, ou Conseil mondial pour un développement durable) — un regroupement de fait des plus gros pollueurs de la planète —, ami de Maurice Strong et héros de Rio 1992, et qui se présente sur son propre site comme un philanthrope écologiste, n'est autre que l'ex-proprétaire de l'entreprise Eternit, mis en cause dans le procès de l'amiante de Casale Monferrato(6). L'industriel condamné par le tribunal de Milan à dix-huit ans de prison et le paladin de l'écologie industrielle et de la responsabilité sociale d'entreprise se sont révélés une seule et même personne. Plus lucide que la plupart des écologistes, l'ancien ministre de l'Environnement, Yves Cochet, avait pourtant prévenu : le WBCSD, ce regroupement d'industriels soucieux de préserver leurs profits en se mettant à la mode verte, n'est qu'« un club de criminels en col blanc(7) ». Depuis, la *marque* « développement durable » s'étant quelque peu défraîchie pour beaucoup d'industriels (moins chez les politiques...), on préfère en France parler désormais de croissance verte, autre bel oxymore. La plupart des supporters du développement durable, parmi les intellectuels sérieux, se sont retirés de l'opération sur la pointe des pieds : d'Herman Daly à Nicholas Stern, en passant par Dominique Bourg et Nicolas Hulot. Restent encore quelques irréductibles.

Comme le dit si justement Thierry Paquot : « Ce n'est pas ce "développement" qu'il faut rendre "durable", mais le "durable" qu'il convient de développer(8). » Or, loin d'être durable, le développement, tout comme son double, la croissance, n'auront été à l'échelle de l'histoire qu'un « court feu d'artifice(9) ».

protection de l'environnement » ; « en tant que dirigeants d'entreprise, proclame-t-il, nous adhérons au concept de développement durable, celui qui permettra de répondre aux besoins de l'humanité sans compromettre les chances des générations futures » (*Changer de cap*, Paris, Dunod, 1992, p. 11). Il ajoutait : « Le fonctionnement d'un système de marchés libres et concurrentiels, où les prix intègrent les coûts de l'environnement aux autres composants économiques, constitue le fondement d'un développement durable. » Toutefois, cette intégration se fait quasi naturellement par le jeu des raretés relatives, de la substitution totale capital/nature et de l'écoefficiente.

7. Y. Cochet et A. Sinaï, *Sauver la Terre*, Paris, Fayard, 2003, p. 132.

8. T. Paquot, *Alterarchitectures Manifesta*, Les Lilas, Eterotopia, 2012, p. 25.

9. Selon l'expression d'Ivan Illich dans son livre *Le Travail fantôme*, in *Œuvres complètes II*, Paris, Fayard, 2005.

1. Cité par C. Aubertin, « Johannesburg : retour au réalisme commercial », *Écologie et politique*, n° 26, 2002, p. 9-28.

2. A. Traoré, *Le Viol de l'imaginaire*, Arles et Paris, Actes Sud et Fayard, 2002.

3. La mouvance *alternative* n'y échappe pas. « Je me suis battu contre le mot "croissance" qui usurpait celui de développement, déclare Alain Lipietz. Je lutte aussi aujourd'hui contre celui de décroissance », *Cosmopolitique*, n° 13. Voir P. Canfin, *Peut-on faire l'économie de l'environnement ?*, Rennes, Apogée, 2006, p. 117.

4. H. Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Paris, Seuil, 2007. « Mais, ajoute-t-il, ce sont les profits et les habitudes qui nous empêchent de changer de cap. »

5. Cité par C. Biagini, *L'Emprise numérique. Comment Internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies*, Montreuil, L'Échappée, 2012, p. 328.

6. Il avait publié un manifeste présenté à Rio de Janeiro peu avant l'ouverture de la conférence de 1992 : « Changer de cap, réconcilier le développement de l'entreprise et la